

LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE REFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDE EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

- EDITORIAL : Revenu de base par M.L. Duboin p. 3
- ACTUALITÉ
 - Au fil des jours, par J.P. Mon p. 5
 - Charité ou revenu social ? par D. Delcuze p. 10
 - Lu, vu, entendu, de Mexico aux Philippines p. 11
- RÉFLEXIONS
 - Les boulangers dans le pétrin, par J.M. Forcade p. 6
 - Folies bizarres, par A. Mollie p. 9
- LES DOSSIERS DE LA GRANDE RELÈVE
 - « L'imposture monétaire », par D. Bloud p. 7
- LE COURRIER DES LECTEURS p. 14
- BLOC NOTES p. 2
- RÉSUMÉ DE NOS THÈSES p. 15 et 16

2 millions 500 mille chômeurs
incompressibles ou chômage zéro
(voir Fil des Jours, p. 5).

ASSOCIATIONS

EDEN

Equipes Dauphinoises pour une Economie Nouvelle.

Maison des Associations
2, rue Berthe-de-Boissieux
GRENOBLE

UN CONCOURS EST OUVERT

Notre camarade Marcel Dieudonné propose un concours aux lecteurs d'une brochure éditée par l'EDEN.

Il consiste à critiquer, réfuter, anéantir les arguments présentés. Les participants qui auraient le mieux réussi dans ce travail de démolition seraient les lauréats de ce concours, doté de 10.000 F de prix, soit un million de centimes : un prix de 3.000 F, un de 2.000, un de 1.000, quatre de 500 et huit de 250. Ces prix sont peu élevés, mais l'important dit-il c'est de recueillir des opinions, afin de tendre vers la vérité.

Mais il précise : Il ne s'agit pas évidemment de déclarer « Ça ne se fera pas, c'est utopique, les gens n'en voudront pas... », ou de prendre des faux fuyants pour esquiver le débat. »

Il est demandé aux candidats de citer le ou les numéros des alinéas en question, de formuler leurs critiques en partant de ce qui est écrit dans ces alinéas, de reproduire, s'il y a lieu, les phrases en question, d'indiquer les erreurs d'observation de la réalité, les raisonnements défectueux, et tout ce qui est susceptible d'anéantir partiellement ou complètement l'exposé, par le bien-fondé et l'importance de la contradiction.

Indiquer « Concours » sur l'enveloppe à adresser à :

Marcel Dieudonné
10, rue Voltaire - 65000 TARBES

Le concours prendra fin quand tous les prix auront été attribués.

La Directrice propriétaire de la publication
M.-L. DUBOIN

Commission Paritaire : 57434
Diffusé par N.M.P.P.
Imprimerie GASCHET
284, bd Voltaire 75011 Paris

REVUES

SCIENCE CULTURE INFO

Lettre mensuelle publiée par le groupe de Réflexion interdisciplinaire qui traite de thèmes fondamentaux et transdisciplinaires : l'autonomie et la complexité ; les mécanismes de l'évolution biologique ; la responsabilité individuelle, etc.

GRUPE SCIENCE CULTURE
1, rue Descartes, 75005 PARIS

L'HOMME LIBRE

BP 205 - 42005 SAINT-ETIENNE

Recherche d'une psychologie libérale.

VIE ET ACTION - CEREDOR

388, bld Joseph Ricord
06140 VENCE.

Centre de Recherche et
d'éducation Orthobiologiques

INFOR-VIE SAINTE

127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION (Belgique)

Un bimestriel qui ouvre les yeux.

RENAITRE 2000

André Dumas, av. des Sablons
77230 DAMMARTIN-en-GOËLE

Revue des investigations psychiques
et des recherches théoriques et expérimentales sur la survivance humaine.

MEDECINES PARALLELES

St Eulalie d'Ans 24640 CUBJAC

Recherche sur les médecines naturelles, informations, conseils, annonces, spécimen gratuit sur demande de la part de la G.R.

LA LUCARNE

Mensuel édité en Belgique :
11, rue du Monnel, 7500 TOURNAI

ELAN

31, rue Foch, 59126 LINSSELLES
Publie un numéro spécial : 1986 Année internationale de la paix — année de la raison.

LIVRES

Peuvent être commandés à la Grande Relève :

KOU L'AHURI
ET
LES YEUX OUVERTS
par Jacques Duboin

Deux rééditions récentes et toujours d'actualité. Franco, 60 F chacun.

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000
par Marie-Louise Duboin

Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative : l'économie distributive, expliquée dans ses détails.

Publié par SYROS, 79 F.

SURVIVRE OU PÉRIR
ENSEMBLE
par Franz Foulon

Analyse écologique des folies d'un monde inhumain.

300 pages - Franco : 65 F

A commander à l'auteur :
QUAND LE PEUPLE S'VEILLERA
par Lucien TISSOT
Le Cheylas, 38570 Goncelin
Franco : 68 F (5 ex : 312 F)

POURQUOI LA PAUVRETE
Quand les produits abondent ?
par Gaston PUEL
36, rue de Rivière, 33000 Bordeaux
75 F franco, CCP 245423 H Bordeaux

A commander à l'éditeur :
Les « lettres libres », 129, rue de Crimée, 75019 Paris, qui l'envoie par poste franco contre 60 F :
L'INCAPACITÉ AU POUVOIR ou :
Un véritable changement s'impose
par Maurice Laudrain

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE REVENU DE BASE

par Marie-Louise DUBOIN

A l'initiative de Philippe Van Parijs, coordinateur du collectif Charles Fourier, la première conférence internationale sur le revenu de base, ou allocation universelle, s'est tenue, en anglais, à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve, du 4 au 6 septembre derniers.

Les 70 (et quelques...) personnes qui y participaient; venues de 14 pays d'Europe, avaient toutes déjà publié des travaux sur le revenu garanti pour tous. Cette convergence est, en soi, une excellente nouvelle : la preuve que l'idée est enfin répandue, et que, puisqu'elle est dans l'air, on va de plus en plus en parler...

Et on en a beaucoup parlé au cours de ce congrès... tellement que je ne peux pas rapporter toutes les choses intéressantes qui ont été dites au cours des quelque 70 exposés, sans compter les conversations de couloir. Je vais donc me contenter, pour commencer, d'en indiquer quelques points marquants. Nous reviendrons plus tard et plus en détails sur certains exposés : ils ouvriront ou nourriront des débats dans ces colonnes.

*

* *

Voici en quels termes le collectif Charles Fourier présentait, en Mars 1984, l'allocation universelle :

« Supprimez les indemnités de chômage, les pensions légales, le minimex, les allocations familiales, les abattements de crédits d'impôts pour personnes à charge, les bourses d'études, les cadres spéciaux temporaires et les troisièmes circuits de travail, l'aide de l'Etat aux entreprises en difficulté. Mais versez à chaque citoyen une somme suffisante pour couvrir les besoins fondamentaux d'un individu vivant seul. Versez-la lui qu'il travaille ou qu'il ne travaille pas, qu'il soit pauvre ou qu'il soit riche, qu'il habite seul, avec sa famille, en concubinage ou en communauté, qu'il ait ou non travaillé dans le passé. Ne modulez le montant versé qu'en fonction de l'âge et du degré (éventuel) d'invalidité. Et financez l'ensemble par un impôt progressif sur les autres revenus de chaque individu.

Parallèlement, dérégulez le marché du travail. Abolissez toute législation imposant un salaire minimum ou une durée maximum de travail. Éliminez tous les obstacles administratifs au travail à temps partiel. Abaissez l'âge auquel prend fin la scolarité obligatoire. Supprimez l'obligation de prendre sa retraite à un âge déterminé.

Faites tout cela. Et puis observez ce qui se passe. Demandez-vous, en particulier, ce qu'il advient du travail, de son contenu et de ses techniques, des relations humaines qui l'encadrent —.

D'un exposé préliminaire de synthèse fait, en ouverture de Congrès, par Philippe Van Parijs, Professeur de Philosophie et d'Économie à l'Université de Louvain-la-Neuve, exposé destiné à cerner les débats, il semblait ressortir que nous étions tous à peu près d'accord sur l'attribution de l'allocation universelle, mais qu'une question était à discuter : cette allocation pouvait-elle être versée aussi à quelqu'un qui refuserait absolument et définitivement de travailler ?

L'introduction faite ensuite par Gabriel Fragnière, Directeur du Centre Européen pour le Travail et la Société, à Maastricht (Pays-Bas) était un effort remarquable pour élever les débats : « Beaucoup d'arguments avancés en faveur du revenu de base, dit-il, le présentent comme une extension, ou une généralisation des systèmes de sécurité sociale tels qu'ils existent dans les différents pays... la discussion est ainsi liée à l'échec actuel de ces systèmes et de façon générale à la crise de l'Etat-Providence. Et le revenu de base apparaît comme une façon d'aider le système à survivre... C'est pour cela que la question a surtout été débattue par des techniciens responsables de la sécurité sociale. Il est cependant important de noter la croissance rapide du nombre d'économistes en général, aussi bien que de philosophes (mais est-ce différent, se demanda-t-il ?) qui entrent dans le débat. Or, cette croissance ne peut continuer que si les problèmes de valeur et de politique sont pleinement posés : ce qui est en question, ce n'est pas de trouver un meilleur système pour garantir des revenus à ceux qui ont du mal à en trouver, mais de redécouvrir la valeur réelle de la création de richesses et comment le droit de tous les êtres humains d'avoir leur part de ces richesses peut être garanti ». Après une excellente analyse de l'évolution du travail « qui n'est plus désormais une action individuelle mais une participation au processus global, organisé, de la production des biens ». Le travail se trouve donc directement lié à ce processus alors qu'il n'est plus qu'indirectement lié (par le salaire) à la survie et au confort du travailleur et de sa famille : « L'idée de valeur du travail, action considérée comme spécifiquement humaine, a été remplacée par la valeur du revenu de l'emploi ; la valeur du travail n'est plus ce que l'homme fait... mais ce qu'il gagne » ! Or, dans le travail il y a plus que le revenu : « avoir un emploi est une valeur sociale, une espèce de manifestation sociale de l'individu et ceci, indépendamment du rapport financier qui y est attaché. C'est ce qui justifie les politiques de plein emploi suivies par la plupart de nos gouvernements : les besoins de revenus et le besoin d'être socialement reconnu étaient satisfaits en même temps. Mais nous savons depuis la crise et notre prise de conscience des changements qui affectent ce qu'on appelle nos sociétés post-

industrielles, que ceci n'est plus possible parce qu'il n'est plus nécessaire que tant de gens interviennent dans les processus de production... nous redécouvrons la valeur fondamentale qui consiste à faire quelque chose que nous aimons, parce que nous y trouvons une valeur en soi, comme un artiste, ou parce que nous y voyons la valeur sociale de notre effort ».

Et la conclusion de G. Fragnière fut claire : « Aujourd'hui, en dissociant la production du partage des richesses, il faut établir un nouveau système pour garantir le pouvoir d'achat. Il n'est pas seulement question de trouver une meilleure façon de calculer le budget de l'État où les coûts sociaux, mais de l'étiq ue d'une politique d'ouverture et de solidarité qui est rendue possible par nos nouvelles capacités de développement et de création de richesses pour tous... La création en Europe d'une Communauté de plus de 320 millions de citoyens est l'occasion d'un renouveau social et politique qu'il ne faut pas manquer ».

*

* *

Hélas, les interventions qui suivirent ne furent pas toutes au même diapason. Certaines s'attachèrent à montrer que le revenu de base étant essentiel pour la création d'emplois, d'autres que ce serait le meilleur stimulant pour les petites entreprises. Des études très sérieuses présentées sur les propositions faites dans les divers pays d'Europe, il est ressorti que le revenu de base a été défendu par des gens de droite, comme le moyen d'améliorer le système de sécurité sociale, de rendre supportables l'existence de groupes désavantagés, du supprimer, avec le piège de la pauvreté, l'incitation au travail « au noir » et enfin, d'encourager les emplois mal payés. « En période d'âpre compétition pour la recherche d'un emploi, il pourrait être intéressant d'aider ceux qui sont volontaires pour se retirer de la course ».

Mais l'assemblée de Louvain-la-Neuve était surtout faite de gens de gauche, bien rôdés à la démonstration des avantages humains d'un revenu assuré à tous. Ann Miller, fondatrice du groupe de recherche pour le revenu de base à Edimbourg analysera tout l'intérêt que représente pour les femmes l'assurance de leur indépendance économique et fustigea les mouvements féministes qui se contentent comme devise de « égalité de paie et de conditions, et le plein emploi pour tous ». Cette « solution » du plein emploi pour, à la fois, les hommes et les femmes, remarque Ann Miller, oublie certaines dures vérités... Il faudrait d'abord définir le plein emploi et savoir s'il est à nouveau possible comme au cours des années 50 et 60 ! Les femmes ne semblent pas comprendre, dit Ann Miller, le rôle potentiel d'un revenu assuré, en tant que fondement d'une foule de possibilités dans une économie alternative.

*

* *

Le point a été fait, pour chacun des pays représentés, de la situation et de l'éclat des débats sur la garantie d'un revenu de base pour tous.

Autres exposés intéressants : les tentatives pour en chiffrer le coût, dans différents pays. Et nous abordons là la question cruciale : comment financer un revenu décent pour tous ? Tous les autres intervenants ne conçoivent ce financement que sous la forme d'une redistribution : l'argent doit être prélevé par des impôts, impôts seulement sur les entreprises et les capitaux pour certains, impôts également sur les salaires pour les autres. Le montant du revenu garanti, dans ces conditions, ne peut être que le minimum de survie. D'ailleurs quelqu'un a judicieusement fait remarquer que les débats s'enveniment toujours dès que cette question du montant est abordée... !

J'ai eu deux occasions de montrer l'avantage d'une véritable distribution du pouvoir d'achat. Au cours de mon intervention au congrès sous le titre « le revenu garanti en tant qu'héritage* » et surtout au cours de la conférence du soir, en Français, « Aux origines de l'idée d'allocation universelle en France : l'économie distributive ». Ce fut le moment de situer l'économie distributive face aux redistributeurs qui oublient que nous avons désormais les moyens de pourvoir Paul sans enlever à Pierre. Ce fut aussi l'occasion de répondre aux questions posées par un public venu nombreux* (plus encore qu'au Congrès lui-même) à cette conférence, fort bien organisée par le Collectif Charles Fourier qui en avait pris l'initiative.

*

* *

Le dernier jour du Congrès, il a été décidé de créer un mouvement européen afin de maintenir le lien entre tous les participants et d'organiser le travail autour de l'allocation universelle en Europe. Un siège social et des moyens sont attendus du Centre Européen pour le Travail et la Société.

Ce mouvement a reçu pour nom : BIEN c'est-à-dire « Basic Income European Network ». La Grande Relève s'est offerte pour en publier régulièrement des nouvelles : nos lecteurs ne seront donc pas étonnés s'ils découvrent dans nos colonnes une « Newsletter » du BIEN, en Anglais. Nous nous efforcerons de la traduire pour eux.

*

* *

* « Basic income as an inheritance », le texte est disponible au journal pour les lecteurs qui voudraient l'utiliser.

** Merci aux amis Belges venus de Liège pour cette soirée qui se termina très tard.



Vous ne serez sans doute pas surpris qu'en ces temps de rentrée je vous parle un peu de ce que j'ai glané dans la presse pendant les vacances.

Tout d'abord un titre fracassant dans « le Monde » du 8 août donné à une interview de Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : « L'objectif n'est plus le plein emploi productif ». Diable, c'est là une véritable révolution culturelle pour un ministre (et pour « le Monde » aussi !). Constatant que 2 à 2,5 millions de chômeurs est un nombre incompressible, M. Séguin déclare « Il faut dire les choses comme elles sont : le secteur productif et le tertiaire traditionnel ne peuvent plus à eux seuls répondre à la demande. Quantitativement, c'est une évidence. Les réserves de productivité de l'industrie et des services classiques sont énormes, et la compétition internationale les fera jouer toujours plus à plein. Il y a désormais un décalage structurel entre le rythme de l'évolution technologique et la capacité d'adaptation, sur la base des modèles traditionnels du corps social... Et si on était tenté d'attendre béatement la fin du chômage, voyons ce qui s'est passé au Royaume-Uni. Je suis de ceux qui estiment que Mme Thatcher a plutôt réussi sa politique économique. Mais l'amélioration de l'emploi... n'a pas empêché l'augmentation du chômage... C'est un sacré sujet de réflexion ».

Mais ne vous réjouissez pas trop tôt et n'oubliez pas que M. Séguin va vous proposer l'économie distributive ! Reconnaisant qu'il existe déjà en France une société duale (encore un bon point pour cette franchise), le ministre entreprend l'apologie du « nouveau secteur »

(périphérie des entreprises, travail à domicile, activités d'utilité collective,...) et propose de « réintégrer dans l'économie officielle tout ou partie de l'économie souterraine qui s'est développée à notre insu ». Evidemment tous ces emplois miraculeux, il n'est pas question de les payer décemment, ne serait-ce qu'au SMIC.

Reconnaissons, cependant, que c'est la première fois qu'un ministre en exercice reconnaît l'impossibilité du plein emploi : c'est déjà un progrès !

* * *

Plus retardataire qu'un ministre, le secrétaire général de la CFDT se scandalisait des 2 à 2,5 millions de chômeurs « incompressibles » que reconnaissait M. Séguin et, dans une belle envolée, s'indignait : « Eh bien, non ! Franchement non ! Parce que le syndicalisme authentique reste bien vivant, c'est-à-dire porteur de sens pour les salariés, tous les salariés, et donc pour la société toute entière, il lui appartient par un grand effort sur lui-même de montrer comment surmonter l'inacceptable. » C'était une phrase pour meubler parce que ça ne veut pas dire grand chose... Mais les solutions que propose E. Maire, c'est : « en premier lieu donner une impulsion nouvelle à l'action de redressement économique et de création d'emplois... » (toujours le même refrain !). Et plus loin : « Le nerf de la guerre l'atout décisif pour gagner la bataille économique moderne, ce n'est pas le capital, c'est le travail ; une stratégie financière peut faire rentrer les capitaux. Mais si l'investissement stagne aujourd'hui en France, ce n'est pas faute de capitaux, c'est faute de rentabilité des entreprises ». Ce brave Edmond devrait quand même savoir que pour être rentable une entreprise doit s'automatiser au maximum et donc supprimer de la main-d'œuvre, puisque le travail humain est plus cher que le travail des machines. Ce n'est donc pas en investissant davantage qu'on créera des emplois... Rejoignant Séguin, Maire propose « des activités utiles partiellement solvables, actuellement inexplorées ou abandonnées au travail noir » (services industriels à domicile, entretien de l'habitat, services ménagers, garde des enfants,...). Moyennant quoi, Maire conclut : « il est possible, dès aujourd'hui, de donner à chacun dans ce pays soit une activité, un salaire ou une ressource. Cela n'ira pas sans risques, c'est vrai. Souvent ceux qui

ont un emploi ne voient pas d'un bon œil le changement nécessaire à la réalisation du chômage zéro ».

Ce brave Edmond, il ne dit pas que des bêtises, il est plein de bonnes intentions, mais il a encore l'air de croire que la gâteau qu'on a à se partager est de taille constante et qu'il faut prendre aux uns pour donner aux autres. Il n'a pas encore compris ce qu'était la révolution technologique que nous sommes en train de vivre.

* * *

Entre 1980 et 1985 la population agricole des Etats-Unis a diminué de 11,5 %, ce qui ramène à 5,36 millions le nombre d'américains vivant dans une exploitation agricole, soit 1 sur 45, alors qu'il y en avait 1 sur 7 en 1950 et 1 sur 4 en 1930. Ce qui n'empêche pas les États-Unis de ne plus savoir que faire de leur production agricole. L'abondance pose décidément bien des problèmes !

A tel point que pour faire plaisir à ses agriculteurs (qui sont aussi ses électeurs), Reagan veut vendre du blé subventionné à l'Union Soviétique. Et ce pour 4 millions de tonnes. Le problème, c'est que les soviétiques ne veulent plus accepter les règles du jeu jusqu'ici fixées par les américains : ils ne veulent plus payer 100 % du prix à l'embarquement et se réservent le droit de renvoyer une cargaison aux frais des américains si le grain ne possède pas aux yeux des experts soviétiques les spécifications requises. Qui plus est, ils veulent aussi bénéficier des « conditions du marché », c'est-à-dire en ce moment, payer leur blé moins cher. Ils savent qu'ils ont tout intérêt à attendre et ils ne s'en privent pas.

* * *

Autre méfait de l'abondance, les producteurs de café vont contrôler leurs ventes sur le marché afin d'éviter la surabondance de l'offre qui a provoqué depuis le mois de Mars une chute brutale des prix.

A la fin de l'année 1986 la plus grande mine européenne de tungstène, située à Couflens dans l'Ariège, fermera ses portes. Elle ne serait, paraît-il, plus rentable, les cours ayant chuté de 75 à 33 francs le kilo. C'est, disent les experts, la conséquence de la baisse du dollar...

* * *

Anecdotique mais révélateur : le gouvernement Chirac veut rétablir le privilège des bouilleurs de cru !

Jean-Pierre MON

LES BOULANGERS DANS LE PÉTRIN...

par Jean-Michel FORCADE

Voici les réflexions d'un boulanger.

Elles lui ont été inspirées par la lecture de la Chronique Économique de la revue « Les nouvelles de la boulangerie » sous la signature de Marie Reignier concernant le livre de Philippe Vasseur intitulé « Le Chômage, c'est les autres ».

Coïncidence ? Marie Reignier ne savait pas que dans la page suivant son article, les Nouvelles de la Boulangerie présentaient un reportage sur *Europain 86* intitulé : « Des machines extraordinaires », dans lequel il n'est question que de « rythmes éblouissants, de cadences, d'automatismes, de performances », ainsi que « de régularité, de sécurité », et même de « spectacle ». Une preuve incontestable et incontestée du remplacement inévitable du travail de l'homme par la machine.

Mais que nous rapporte Marie Reignier sur les idées que Philippe Vasseur, par ailleurs rédacteur en chef économique du *Figaro*, développe dans son livre ? Rien de bien nouveau : des réflexions sur la croissance et la flexibilité, un exemple de restructuration de Chrysler aux États-Unis, et pour l'avenir, « des armes nouvelles et un changement des mentalités », c'est-à-dire « le choix de son temps et de son statut » et un « éclatement des structures : partage d'un emploi entre deux personnes ». (je vous fais grâce des expressions américaines, heureusement expliquées).

Nous constatons encore avec regret, le manque d'imagination de nos « spécialistes en économie », qui restent enfermés dans un système capitaliste basé sur le profil. Pourtant, partout dans le monde des personnes osent remettre en question ces sacro-saints principes. En effet, l'heure n'est plus à l'amélioration ponctuelle d'un système rétrograde, mais à la mise en place de nouvelles formes de sociétés.

Comme le souligne John Farina, professeur à la faculté des Sciences Sociales de l'Université de Waterloo (Ontario) qui déclare dans un article économique du journal « La Presse » de Montréal (Canada) du 25 Avril 1985 : « L'homme a inventé des machines pour se dispenser de travailler. Cela a tellement bien marché qu'il y a aujourd'hui un million et demi de chômeurs. Mais, au lieu de nous en réjouir, nous nous en mordons les doigts. Voilà qui est tout à fait illogique! ».

Sans vouloir polémiquer sur le nombre de chômeurs en France, quelles proportions faut-il atteindre pour nous amener à réfléchir sur la contradiction existant entre notre système économique et la performance des machines. Faut-il revenir aux temps décrits par RL Sancerre (témoignage toujours intéressant du passé), pour que tout le monde ait du travail ? Dans nos sociétés modernes, la production devenant indépendante du travail humain, ne serait-il pas préférable de dissocier le travail de chaque individu de son pouvoir de consommation ? En d'autres termes, ne pourrait-on pas imaginer un système dans lequel le travail fourni ne correspondrait plus à un salaire mais à un quota précis de biens de consommation ? Dans ce type de société, le chômage ne serait plus aggravé par le phénomène de mécanisation et tendrait à disparaître, les tâches indispensables étant accomplies par l'ensemble de la population active.

Actuellement, le secteur artisanal, encore présenté comme possible créateur d'emplois tiendra-t-il ses promesses ? Sa mécanisation, toujours croissante n'entraînera-t-elle pas une diminution des postes de travail comme c'est déjà le cas dans les secteurs secondaire (industries) et tertiaire (banques) ?

L'évolution du travail en boulangerie est édifiante lorsqu'on fait la comparaison du nombre d'heures de travail humain nécessaire à la panification entre hier et aujourd'hui. Quel sera-t-il demain ? Quel potentiel d'embauche pouvons-nous prévoir ? Une chose est facilement prévisible : il y aura de moins en moins de travail pour tous, et moins encore pour le personnel non qualifié. Cela augmentera les différences entre deux catégories d'individus :
- des chômeurs devenant plus pauvres et plus nombreux
- des « riches » devenant plus riches et moins nombreux.

Jusqu'à quand va se maintenir cette dualité de situation, la même qui sévit entre « pays pauvres » et « pays riches » ?

Ne serait-il pas « plus facile de faire consommer le surplus de la production aux chômeurs que de faire absorber les chômeurs par une production qui n'a plus besoin d'eux ? ».

Ces commentaires ont été refusés par le journal « Les nouvelles de la boulangerie » à qui elle ont été adressées.

L'IMPOSTURE MONÉTAIRE

par Denis BLOUD

Ce livre est paru* peu avant les élections qui ont porté la gauche au pouvoir. Il est signé « Thomas Lefranc », pseudonyme recouvrant un collectif de neuf personnalités appartenant au secteur bancaire ou financier français.

L'analyse de cet ouvrage après l'épisode socialiste est instructive dans la mesure où elle fait apparaître que les suggestions faites dans « L'Imposture Monétaire » par ce groupe de travail de la commission économique du Parti Socialiste n'ont pas été appliquées par ce dernier car elles allaient trop loin et surtout révélaient une tendance antimercantiliste tout à fait dans le sens d'une véritable transition à l'Économie Distributive !

Après l'histoire de la monnaie, « mangée aux mythes », l'opposition classique du keynésianisme à la thèse classique de Say est bien relevée : ce n'est pas l'offre qui détermine automatiquement la demande mais bien celle-ci (à condition d'être solvable, ce que n'indique pas Keynes) qui détermine l'offre globale. Le monétarisme de Friedmann est bien dénoncé également (le renard dans le poulailler). Mais toutes ces théories classiques supposent avec optimisme (sinon irresponsabilité) l'existence d'un « homoœconomicus » jouissant d'un revenu permanent ! Il faut donc reconsiderer les théories en vigueur et chercher un « nouveau modèle monétaire ».

L'État a perdu son pouvoir régaliën : « il se contente d'une action globale sur la masse monétaire, mais reste neutre face aux sacrosaints mécanismes du marché ». Les véritables acteurs du jeu économique et monétaire, donc politique à terme, sont les banques, dont la monnaie scripturale « constitue près de 80 % de l'ensemble de la masse

monétaire » ! Le capital et les réserves des banques inscrites « ne représentent pas 5 % de l'ensemble des crédits consentis à la clientèle ». La part des billets dans la masse monétaire est passée de 36 % en 1964 à moins de 25 % en 1981. Au 1er janvier 1979, le compte des banques inscrites a fait apparaître un dépassement de 16,67 % de la masse des crédits (700 milliards) par rapport à celle des dépôts (600 milliards). Mais le taux de rendement avoué n'est que de 12,6 % pour 1978.

La banque, « bras séculier du capital », n'est pas aimée, souvent à bon droit mais sans raisons très précises car ses opérations sont occultes pour le public. Si 15 000 entreprises disparaissent tous les ans en silence, faute de fonds propres, c'est parce que, en fait, l'État fait prendre aux banques, par l'encadrement du crédit, la responsabilité d'une médecine anti-inflationniste symptomatique et superficielle.

Les comptes officiels ne représentent plus la réalité mouvante : les masses « M2 » ou « M3 » n'ont par exemple pas enregistré l'injection, en 1980, de 46,5 milliards en émissions d'obligations.

On ne mesure pas non plus la vitesse de circulation monétaire, dont on sait seulement qu'elle augmente au fur et à mesure du resserrement du crédit. L'État est déconnecté de la réalité monétaire pour ne pas en prendre politiquement la responsabilité, faisant gérer la crise, qu'il devrait tenter de résoudre, aux privés. « Désormais, l'encadrement du crédit est devenu en France le seul moyen de la politique monétaire ». Le rôle de la Banque de France est quasi nul car entièrement au service des banques : les droits de tirage automatiques sur la banque centrale sont, depuis 1977, supérieurs aux actifs acquis par cette même Banque sur le marché monétaire ! Le système des « réserves obligatoires » des banques n'a jamais été appliqué en France. L'encadrement du crédit n'est finalement qu'un aveu d'impuissance de la part de l'État, incapable de contrôler autrement la croissance inflationniste d'une

masse monétaire qu'il n'émet plus.

« Les pouvoirs publics ont volontairement abandonné les moyens de contrôle dont ils disposaient (pour la création de guichets par exemple à partir de 1967) pour livrer progressivement le pouvoir de battre monnaie au système bancaire ». Ils ont voulu faire le jeu d'un capitalisme sans concession en supprimant « les obstacles à l'exercice des lois du marché ». Les secteurs risqués, non rentables et non solvables sont condamnés à disparaître, selon ce système. Vaer victis ! Les banques, dont la politique fondamentale est de privatiser leurs bénéfices tout en socialisant leurs pertes, se trouvent bloquées par l'encadrement du crédit, qui manifeste le refus de l'État de participer à cette socialisation des risques en les renvoyant à l'envoyeur ; qui dès lors résout le problème en le détruisant, par une coupure de la livraison de monnaie.

« Nous sommes au royaume de l'illusion. Vous croyez que le pouvoir monétaire est entre les mains de la puissance publique, mais en fait les réformes successives, réalisées depuis la dernière guerre, ont bâti un système économique qui a délégué au secteur bancaire le pouvoir de battre monnaie selon les critères de l'économie du marché ».

Sur le plan international, l'abandon des parités fixes en 1971 a donné une « ampleur sans précédent aux mouvements spéculatifs » et aggravé la situation en internationalisant les mécanismes privés, les rendant ainsi inaccessibles aux seuls gouvernants de chaque pays. Après l'eurodollar, monnaie flottante de comptes internationaux, est apparu l'eurofranc qui, comme le pétrodollar, échappe aux comptabilités nationales en restant sur des comptes extérieurs permettant d'éviter les diverses réglementations de change nationales. Le même système existe sur le plan intérieur : lorsque les banques ont besoin de liquidités, au lieu de s'adresser à la Banque centrale du pays, elles font appel à des organismes de réescompte privés, possédant leurs propres fonds de compensation, qui sont souvent les

* aux éditions « Anthropos », 12, rue du Maine à Paris, en 1981.

** Rappelons que M1 comprend les pièces, billets, dépôts à vue, transmissibles par chèques, que M2 comprend les comptes à terme, livrets, bons détenus dans les banques, et M3 les dépôts dans les organismes non bancaires comme les caisses d'épargne.

les dossiers de la grande relève

mêmes que ceux qui se font appeler, selon l'angle sous lequel on les présente, «eurodollars», «eurofrancs», «pétrodollars».

Même une nationalisation totale des banques par un seul pays, comme la France, ne suffirait pas à résoudre un problème qui s'est internationalisé pour se protéger. La masse des eurodevises (dont 70 % environ sont des eurodollars) était en 1980 d'environ 500 milliards de dollars, soit presque autant que l'ensemble des réserves officielles de change des pays du monde, 780 milliards de dollars ! Ces sommes dont du même ordre de grandeur que le fameux «endettement» mondial, qui n'est en fait que comptable (scriptural) et non économique et réel. Ainsi, sans décision intérieure des autorités responsables, la Suisse a-t-elle vu, en 1978, sa masse monétaire augmenter de 17 % par le seul effet du libre jeu bancaire international ! Mais si l'on calcule l'inflation sur la seule masse des pièces et billets, encore émise par la banque centrale, on peut produire des chiffres de 3 %, entièrement contrôlables mais ne correspondant qu'à l'argent populaire, l'argent de poche des individus !

La bancarisation internationale évolue vers une association des banques avec le FMI, vers une privatisation bientôt complète et anarchique du système monétaire international. Thomas Lefranc émet ce qu'il reconnaît être des «vœux pieux» pour un nouveau système : abandon de l'illusion du flottement des monnaies en revenant aux parités fixes (mais sur une autre base que l'or) car «il est inconcevable de continuer à laisser au seul jeu d'un marché dont les errements montrent les faiblesses, une variable aussi essentielle que le taux de change de la monnaie. Ce sont les hommes de droite, de la vraie droite, celle qui ne croit pas que l'être humain et la société humaine soient perfectibles, aussi imperceptiblement que ce soit au long des siècles, qui ont prêché les changes flexibles. Tôt ou tard, ils auront tort». Thomas Lefranc préconise par ailleurs une «véritable monnaie internationale, émise par une organisation spécifique», «dont le volume serait ajusté en fonction des besoins résultant des échanges mondiaux. «Puis un

contrôle des euromarchés par tous les Etats, et un plan d'aide financière au Tiers Monde» recyclant les capitaux flottants par des organismes internationaux de prêt à long terme, à bas taux d'intérêt, aux pays en développement.

Thomas Lefranc se rapproche donc, par la logique de son analyse, des thèses distributistes classiques. Il constate l'échec des «politiques monétaires trop directement inspirées par les maîtres à penser de l'université», qui ont «constitué un club international d'admiration mutuelle»; «la vanité anachronique du débat entre keynésiens et monétaristes» (politique monétaire par la fiscalité et les dépenses publiques ou par les taux d'intérêt, le budget et l'offre de monnaie). «Le désarroi de l'internationale des économistes libéraux est devenu visible. Nous assistons en vérité à l'écroulement du scientisme économique officiel.» La bourgeoisie n'investit pas son épargne dans le secteur industriel, à risques, mais préfère la spéculation immobilière, plus juteuse pour elle. Mais «en s'adonnant ainsi aux délices de l'économie de rente, la bourgeoisie a en quelque sorte voté contre le capitalisme industriel, même si politiquement elle lui reste attachée». Elle n'est pas à une contradiction près.

La gauche a, instinctivement, une répulsion pour les questions financières assimilées au «capital» de droite, ce qui limite ses capacités à affronter le montre : «en effet, entre l'idolâtrie monétaire de la droite au pouvoir et le refoulement monétaire distillé par l'idéologie marxiste et communiste, la gauche socialiste semble souvent faire un complexe dont il est grand temps qu'elle se débarrasse». Cela était écrit en 1981 ; et, en 1986, l'on peut constater qu'une telle mise en garde n'était pas vaine !

Comme solutions proposées à la future gauche au pouvoir, mais non appliquées finalement par celle-ci, Thomas Lefranc préconisait la nationalisation de l'intégralité du système bancaire pour «restituer à la nation son pouvoir régalien de création monétaire» y compris sous forme scripturale. Cela ne serait qu'un retour à ce qui avait été envisagé en 1945 dans le projet de loi présenté à la Constituante par le Ministre des

Finances d'alors, René Pleven. Lefranc reconnaît que l'existence en France de plus de 300 banques et de quelque 550 établissements financiers est incohérente car «cette pléthore n'a aucune justification économique». Mais au lieu, comme Gautier dans «La Monnaie au Service des Hommes», de préconiser un seul et unique établissement central, Lefranc se méfie de la bureaucratie et préfère une «organisation pluraliste»: «nationaliser les banques sans étatiser le crédit»; mais avec, quand même, création d'une grande marque nationale d'investissement (B.N.I.).

De telles contradictions montrent les limites de l'analyse de la commission économique du Parti Socialiste et expliquent son échec dans la pratique. Lefranc croit en effet au mythe du plein emploi et n'ose pas, malgré ses critiques sévères, aller jusqu'à l'élimination du système marchand, puisqu'il écrit : «La résolution de ces problèmes structurels est nécessaire au rétablissement du plein emploi et des conditions d'efficacité des firmes du secteur marchand, l'un n'allant pas sans l'autre». A partir de là, le reste du livre ne présente plus beaucoup d'intérêt malgré de grandes affirmations telles que : «la nécessité du combat contre l'inflation suppose que l'on contrôle la création monétaire par les banques», et même l'autocritique de son propre parti politique et de son «projet socialiste», qui affirme que «la source de l'investissement ne saurait trouver ailleurs que dans l'épargne des Français». Ces Français épargnants ne sont malheureusement pas ceux qui soutiennent ce projet ! Et pourtant Lefranc s'approche des vraies solutions : «le principe nous paraît devoir être retenu d'une suppression à terme du marché monétaire, la Banque de France jouant le rôle de ce dernier», avec mise en place concomitante d'un «système de contrôle quantitatif de l'offre de monnaie «banque centrale» et d'une «déconnexion partielle des marchés internes et externes de capitaux» (en taxant les achats de devises étrangères et en incitant à la facturation en devises des exportations). Mais on reste dans le partiel et Thomas Lefranc ne va pas jusqu'au bout de ses idées.

Son analyse frise souvent le distributisme, dont il semble même connaître l'existence et la valeur. Mais il n'y fait qu'une timide allusion

les dossiers de la grande relève

en conclusion de son ouvrage, tout en critiquant au passage la société d'abondance, présentée comme un mythe dépassé par la crise actuelle. Lefranc dénonce l'erreur héritée des économistes classiques, selon laquelle la monnaie n'est qu'un voile qui cache la réalité, idée reprise par la gauche gestionnaire pour se démarquer d'une droite monétariste. « Ce résidu funeste de la pensée ricardienne, doit être sévèrement dénoncé ».

« Sans doute, sur le plan idéologique, le mythe reste-t-il très fort d'une société sans monnaie, non pas celle que les banquiers préparent et qui ne sera qu'un pas de plus vers la dématérialisation absolue des signes monétaires, mais celle d'une société d'abondance, dans laquelle chacun recevra selon ses besoins ».

Mais, d'après Lefranc, « la crise a mis un terme à cette douce illusion »; ce qui contredit ses propres déclarations plus haut: « nous sommes au royaume de l'illusion ».

Le rôle d'un groupe de travail d'une commission économique de parti politique n'était-il pas plutôt de proposer une autre illusion, comme l'économie des besoins, plus logique que la présente, vécue dans l'échec

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

Cette brochure « grande diffusion » résumant et actualisant les thèses distributistes, en 60 pages, dont quelques unes illustrées de courbes et de schémas, constitue un outil de travail simple, court, efficace, à diffuser le plus largement possible par nos lecteurs. La demander au journal (20 F l'une, 55 F les trois, 100 F les six).

Par M.L. DUBOIN

DIVAGATION SUR NOTRE TEMPS PRE... ET POST MORTEM

A RANGER DANS L'ALBUM DES FOLIES BIZARRES

Tu voulais Mitterand. Tu as eu Mitterand.

Tu as voulu Chirac eh ben tu as Chirac

Il voulait tout changer. Alors pour commercer

..... Il a dévalué.

Y a beaucoup trop de pétrole, l'essence a augmenté

Y a beaucoup de quoi bouffer, t'as plus le rond pour payer

Y a trop de légumes, trop de fruits ça fait tomber les prix

Alors il faut payer rien que pour les mazouter.

Y a le travail qui fout le camp et toi tu veux bosser

T'as peur d'être inutile, tu veux ta dignité.

Y en a qui sans rien foutre ramassent beaucoup de pognon

Toi tu veux travailler vraiment vraiment t'es trop couillon.

L'Espagne nous achète du blé, l'Amérique va râler.

Le Japon nous vend trop de trucs, on va déficiter

Ya tellement de la camelotte on est écrabouillé

Pour n'pas qu'elle nous étouffe faut la dénaturer

Oui mais pour la détruire il faut encore payer

On la payera deux fois pour pas la boulotter

Les hommes finiront bien pour n'pas s'la partager

Par s'la foutre sur la gueule, on va tous en claquer

Les chiens se partagent les os, mais c'est des bêtes, bien sûr

Nous autres on est des hommes, on se concurrence... C'est dur

Mais on a la raison on est intelligent

Comme y'a trop de quoi becter, de faim on laisse mourir les gens

Ils crèvent pas assez vite, on leur vend de quoi se flinguer

Ça fait marcher le commerce, mais pour eux faut payer

Les pauvres, ils n'ont pas le rond ; faut bien un peu se priver :

Comme on nous le dit : c'est ça la solidarité !

Faut pas désespérer, tout ça va s'arranger

Quand la bombe atomique va nous désintégrer

Comme les pauvres qu'ont pas le rond

Les riches et les puissants

Comme les autres ils crèveront

Ça sera vachement marrant.

Alors tranquille, la Terre, elle va pouvoir tourner

De ceux qui foutent la m.... elle sera débarrassée.

Dans des millions d'années peut-être d'autres y renaîtront

Fait gaffe la mère nature de ne pas les faire aussi... on s.

Aimé MOLLIE

CHARITÉ OU REVENU SOCIAL ?

par Danièle DELCUZE

L'ouverture d'un premier colloque international sur le revenu garanti a montré qu'un certain nombre de gens, en Europe, commençaient à ressentir l'urgence d'assurer aux pauvres au moins un minimum vital. Parallèlement à cette manifestation, la « Coordination Européenne des Femmes » entreprenait d'agir contre la pauvreté. Danièle Delcuze, qui participe à cette coordination a assisté à la Conférence de Presse donnée le 10 juin dernier par un ensemble d'associations charitables. Voici le reportage qu'elle nous en a fait :

Selon la circulaire du 30.10.85, un plan d'urgence contre la pauvreté et la précarité pour l'hiver 1985-1986 avait prévu des axes d'intervention : le logement des familles en difficulté, l'hébergement d'urgence, la nourriture et la réinsertion sociale des personnes les plus défavorisées.

Au terme de l'hiver 85-86 et de ces mesures « Précarité-Pauvreté » plusieurs associations, qui ont établi des « conventions » avec l'Etat ou la DASS-Paris, se sont rencontrées pour faire le point. Ces associations charismatiques (Armée du Salut, Association Emmaüs, Centre d'Action Sociale Protestant, Conférence Saint Vincent de Paul, Equipes Saint-Vincent, Fonds Social Juif unifié, Secours Catholique, Petits Frères des Pauvres) se voient confrontées tous les jours :

- à des besoins d'écoute et d'accueil : donner la possibilité de se situer humainement, d'être reconnu comme « une personne »,
- à l'afflux des personnes et familles précarisées, parmi lesquelles dominent les « Sans domicile fixe », les « Fins de droits » ou « sans travail » non indemnisés.

La Banque Alimentaire qu'elles ont constituée a servi 524.136 repas.

Durant l'hiver, plusieurs centres d'hébergement ont pu être ouverts grâce à des conventions passées :

- 3 pour Emmaüs avec 315 lits
 - 3 pour le Secours Catholique avec 145 lits
 - 1 pour le Centre d'Action Sociale Protestant avec 30 lits
 - 9 pour l'Armée du Salut, avec 767 lits
- + la location de « chambres d'hôtel ».

Au total 273.745 nuits d'hébergement.

* * *

Qui ces centres d'hébergement ont-ils accueilli ?

En majorité, des hommes entre 25 et 40 ans ou des plus de 50 ans (chez les Petits Frères des Pauvres). Le plus souvent, des personnes « seules », isolées, peu de couples, mais on en a remarqué cependant une augmentation récente.

Il s'agit de :

- demandeurs d'emploi,
- chômeurs de longue durée, fin de droit,
- sans domicile fixe,
- sortants d'hôpitaux ayant encore besoin de soins,
- de femmes rejetées ou seules avec enfants,
- sortants de prison,
- sortants d'hôpital psychiatrique.

Ils viennent en majorité par le canal des services sociaux, officiels ou privés. La Conférence de Saint-Vincent de Paul avec 114 implantations, a affaire à des personnes qui viennent par connaissance « de bouche à oreille ».

A toutes ces actions s'ajoutent les actions favorisant l'insertion. En particulier, celles animées par le Secours Catholique aidant à l'accès à des stages de formation professionnelle, ou des stages de français.

Mais ces associations se heurtent à des difficultés de financement. En Avril-Mai, par exemple, elles ont dû faire face au retard du financement d'actions qui avaient été engagées par contrat.

Les besoins, accentués en période de froid, sont permanents, c'est pourquoi l'arrêt brutal du financement des hébergements provisoires et des lieux d'accueil de jour, innovés déjà en 84-85 a été très durement ressenti et s'est manifesté par une recrudescence des appels et sollicitations dans les divers services d'accueil. Ne pas tenir compte de l'aspect durable de ces besoins, c'est empêcher une action à long terme, c'est parfois voir une situation s'aggraver, devenir irréversible, coûter en fait plus cher à la collectivité, que si elle avait été prise à temps.

Sans travail, sans domicile, il n'y a aucune reconnaissance sociale, aucun droit. Or, on observe :

- une augmentation du nombre de personnes sans domicile, de plus en plus jeunes,
- des fins de droit au chômage,
- l'augmentation du nombre de ceux qui avec le développement des emplois provisoires et peu rémunérés vivent une situation de précarité ne leur ouvrant pas droit aux allocations de chômage.

S'y ajoutent des problèmes qui accentuent la marginalisation et font cercle vicieux :

- où trouver à se laver, se changer, c'est-à-dire assurer une hygiène corporelle et la possibilité de se présenter pour en emploi ?
- comment se soigner, enrayer une dégradation de la santé qui rend de moins en moins capable de reprendre une vie de travail ?

* * *

(Suite page 12)

De Mexico... aux Philippines

Mexico 85: tremblement de terre. Un speaker à la T.V. : « on ne pourra pas reconstruire, parce qu'on n'a pas d'argent! » Allons donc! Comme si, pour construire une maison, il fallait de l'argent! Met-on, pour ériger un mur, une pièce de 5 F sur une pièce de 5 F, ou un billet de mille sur un billet de mille? Non. Pour ériger un mur on met une brique sur une brique. Et pour faire une brique, il faut... de la terre et des bras. De la terre, il y en a à Mexico. De la terre qu'on pourrait mettre sécher... gratuitement... au soleil. Et

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	80,00 F
Soutien	120,00 F
Etranger	105,00 FF

Tout en continuant à accepter n'importe quelle somme inférieure à ce tarif de la part de ceux qui ne peuvent pas faire plus, nous rappelons à nos lecteurs que leur journal ne survit que grâce à la souscription permanente « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE ».

Règlements par chèques postaux : au C.C.P. « La Grande Relève » n° 13 402.39 M Paris.

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELÈVE

SOUSCRIPTION PERMANENTE « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE »

Mme A. COLLINE : 220. R. AUSSANT : 420. L. MOUTIER : 30. Mme P. LAHENS : 300. R. LANDIER : 40. G. MAURICE : 40. DOURET-PERAY : 50. Mme ALLAIN : 80. G. HUWEL : 120. M. GIRAULT : 30. A. CHANTRAINE : 39. R. RIO : 20. J. BUFFARD-MOREL : 70. Mlle WAGNER : 10. Mme PIGEON : 20. A. LE GAC : 20. G. JONARD : 20. Mme P. LAHENS : 300. M. VILLIOT : 20-A. ESSELIN : 100. F. QUILLÈVERE : 100. R. PIQUET : 100. J. TERRIER : 220. P. INGRAIN : 220.
Total : 2 589 F - MERCI A TOUS.

des bras, il en pleut, comme partout ailleurs. Aujourd'hui, ± 15 millions d'habitants; 30 millions en l'an 2000; des millions de chômeurs. Des millions de bras qui pourraient construire des milliers de maisons. Des milliers de bras qui ne font plus rien parce « qu'on n'a pas d'argent! »... Monde fou, fonctionnant à l'envers! « Il faut de l'argent pour faire une brique! » Non. On fait une brique et puis on dit : cette brique vaut de l'argent. L'argent — monnaie — est un signe. Il représente une valeur. Il n'a pas de valeur en lui-même. L'argent doit retrouver sa véritable fonction : être un moyen d'échange entre des valeurs réelles, existantes ou créées.

Autre exemple : Les Philippines. Marcos s'en va. Avec ses milliards de dollars. Catastrophe! Mais pourquoi donc grand Dieu? Depuis le départ de Marcos, les Philippines sont-elles plus ou moins riches en valeur **réelle** d'un seul centime? Possèdent-elles moins de cerveaux, moins de bras, moins de maisons, moins de richesses, naturelles ou autres? Non. Le départ de Marcos n'a absolument rien changé à la valeur réelle des Philippines. Il est parti avec du papier baptisé « dollar ». Du papier n'ayant que sa valeur de papier. Qu'Aquino crée une nouvelle monnaie, un nouveau signe, n'importe lequel, représentant la valeur réelle des Philippines. Qu'elle la partage entre tous ses Philippines. Et que Marcos garde ses dollars. Des dollars qui ne représenteront plus aucune valeur philippine et qui, par le fait même, allant s'ajouter aux autres dollars, dévalueront ces derniers. Utopie? Dérailson?

Emile HANSART

Si vous lisez ce journal pour la première fois et que vous voulez nous connaître, n'hésitez pas, écrivez-nous pour plus d'informations... et dites-nous comment vous avez eu ce journal.

Merci !

...et en France

Dans le « Nouvel Observateur » (n° du 22 au 29Août) relevons cet article de Jacques Julliard, intitulé « Maire et les incompressibles », dans lequel se trouve le passage suivant « En réalité la réduction du temps de travail ne devrait plus être considérée comme une meilleure répartition de la pénurie, mais comme l'heureuse conséquence du progrès technique.

Il est tout de même paradoxal que celui-ci qui s'était initialement donné pour but d'épargner la peine et le temps des hommes, se voie aujourd'hui reprocher de leur prendre leur travail. Le travail, qui fut à l'origine malédiction, le capitalisme en a fait la dignité suprême, au point d'aboutir à sa propre paralysie. Il faudra bien que le système industriel sorte un jour de cette absurdité, de cette perversion de son propre sens. A quoi nous voyons que les structures les plus difficiles à changer sont bien les structures mentales ». Jacques Julliard serait-il abondanciste?

Dans notre XX^e siècle, un homme ne trouve du travail que s'il peut en enrichir un autre. Cet autre le congédiera dès qu'il pourra le remplacer par une machine.

J. DUBOIN
(« Les yeux ouverts »)

CHANGEONS LA FONCTION DE L'ARGENT

*L'Argent est néfaste aux uns et aux autres
Le peu d'Argent rend malheureux
Le trop d'Argent rend aussi malheureux
Le moins ou le plus d'Argent est générateur de délinquance et de corruption.
Il fait souffrir les hommes et les abêtir.
Pour rendre heureux ces pauvres humains qu'ils soient dirigeants ou dirigés :
Il faut rendre le pouvoir d'achat proportionnel à la production
Rendre l'Argent inthésaurisable
et instaurer une monnaie distributive.
Changer la fonction de la monnaie
ce serait vivre solidaire et en PAIX.
Qu'attendent les dirigeants et les dirigés pour changer le système monétaire.*

Albert Chantraine

Puisque, de tout temps, les privilégiés ont vécu du travail des « autres », pourquoi les « autres » ne pourraient-ils pas vivre du travail des machines ?

Non seulement le plein-emploi n'est plus nécessaire, mais il est devenu impossible à l'ère des robots. C'est donc le plein-emploi des machines que nous devons réclamer et le MAXIMUM VITAL en tant que revenu gagé sur la PRODUCTION MAXIMALE des machines.

J. DUBOIN (Les yeux ouverts)

(Suite de la page 10)

Reprenez courage et agissez

Je ne sais comment les camarades et amis abondancistes ressentent les difficultés qu'il y a à instaurer l'Économie Distributive.

Si la mise en application paraît complexe et est du ressort de personnes qualifiées, porter l'information me paraît par contre simple et à la portée de chacun.

A titre d'exemple, en partant du fait que le chômage est une préoccupation dominante et selon les rencontres et circonstances qui se présentent, je diffuse, en le photocopiant le court texte suivant : « sans emploi, chômeurs ceci vous concerne :

La crise économique que subissent les nations techniquement équipées engendre le dramatique chômage source de misères physiques et morales ; nous vivons l'effondrement d'un système financier périmé ne s'adaptant pas au fait que la machine remplace de plus en plus le travail humain.

Il faut maintenant, impérativement et rapidement, concevoir un autre système financier et économique capable de distribuer à tous un revenu gagé sur la production et non plus sur le temps de travail, lequel, encore nécessaire, pourra alors être réparti sur tous, SANS CHÔMEURS. ».

Ce n'est là qu'un exemple. Il faut que chacun de nous, à sa mesure, décide d'agir là où il peut, comme il peut ; il faut aider à la création d'un courant d'opinion, base indispensable pour faire admettre dans le public la nécessité d'instaurer l'Économie Distributive.

R.R. Grand-Couronne

RAPPEL A L'AIDE

Lecteurs, nous vous rappelons que ce journal est le vôtre et que votre collaboration à nos efforts de réflexion y est la bienvenue. Mais ne nous envoyez pas du travail à faire. Envoyez-nous vos propositions d'articles rédigées de façon à contenir dans une page du journal environ (4 500 signes), tapées si possible à la machine (double interligne, recto seulement) pour l'imprimeur. Et pensez aussi à des documents photo pour la couverture !

Ces associations veulent que le travail qu'elles fournissent à longueur d'année soit reconnu et qu'on leur donne les moyens de faire face à une année 87 qui s'annonce selon eux, encore plus difficile. De plus, les situations des assistés sont de plus en plus critiques et leur caractère durable exige une action à long terme en vue d'une réinsertion.

Elles estiment donc nécessaire :

- qu'une action soit coordonnée entre elles'
- qu'un soutien matériel et financier leur soit alloué: État, Région, Département, Ville.

Mais elles se refusent à n'être que des sous-traitants, vers lesquels les Services Sociaux Publics envoient les « cas » qu'ils ne peuvent ou ne veulent assumer...

Elles refusent d'accepter une société «duale» qui entérinerait l'enfoncement dans la misère, sans espoir de réinsertion, d'une partie de la population qu'ils reçoivent.

Voici leurs propositions :

Dans le domaine de l'emploi : une activité pour tous, ce qui signifie des espaces de créativité, un assouplissement des contraintes administratives, et un soutien matériel. Le développement de lieux d'accueil où les chercheurs d'emploi sont écoutés, conseillés, aidés, incités à une formation, et compris dans leur détresse.

Dans le domaine du logement: une véritable politique du logement social*.

Elles demandent :

- que l'accès au logement social soit facilité,
- que le droit à l'APL ne soit pas refusé aux locataires de certains logements sociaux,
- que les Commissions d'Impayés (de loyers et d'Edf-GDF) assouplissent leurs critères d'aide et élargissent leur champ d'action.

Dans le domaine de l'Accueil et de l'Hébergement des personnes à la rue : des structures permanentes à la hauteur des besoins. Ces associations demandent aux Pouvoirs Publics de prendre leurs responsabilités pour que:

- des lieux d'accueil permanents à taille humaine où les « Sans domicile fixe » soient vraiment accueillis et où ils se sentent chez eux, soient ouverts,
- des lieux d'hébergement permanents soient créés,
- des lieux pour l'hygiène (les bains-douches à Paris) soient maintenus,
- des lieux pour les soins (les dispensaires à Paris) soient sauvegardés.

*120.000 logements vacants à Paris! 46.000 familles inscrites au fichier des prioritaires, et seulement 1.500 relogés chaque année. Le coût social des expulsions est énorme par rapport à celui du maintien dans les lieux, de même que le coût des prises en charge par la DASS pour les hébergements.

15.000 personnes sont sans toit à Paris ! Nombre de personnes **accueillis entre le 1/12/85 et le 15/4/86 par l'ensemble de ces associations : **52.656 personnes.**

*« L'Économie Distributive
est une grande lumière difficile à supporter,
cette lumière bouleverse les ombres
dans lesquelles se complaisent les hommes. »*

Albert CHANTRAINE

Dans votre éditorial n° 848, je me suis arrêté sur le mot mutation, avec un sourire. Combien vrai! Ce mot n'est pas compris comme un vrai changement de société par ces battants et ces décideurs, ces décideurs de quoi? Ils pensent transformation technologique, et profit, bien qu'ils s'en défendent.

Mutation, pour nous, est situé au niveau de la conscience. Nous sommes d'ailleurs en continuelle mutation. Rares sont ceux qui le comprennent. C'est pour cette raison que nous avons tant de difficultés à leur faire franchir ce pas. C'est à ce niveau que nous butons. Tout le problème est là.

Nous savons bien que ce n'est pas seulement à partir du mental que l'on pourra construire une nouvelle économie, mais à partir de la conscience. Ce mot aussi n'est pas compris. Pourtant, on avance, c'est certain. L'information circule. On parle de l'E.D. J'ai vu avec plaisir la reproduction de la bande dessinée et du texte dans l'U.P.F. Ces amis font aussi un excellent travail.

A.C., Liège

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.

BULLETIN D'ABONNEMENT (à retourner à la « Grande Relève »)

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

vous fait parvenir par chèque (postal, bancaire) ou mandat la somme de : Francs

pour abonnement(s) à la « Grande Relève »

LA GRANDE RELEVÉ, 88, bd Carnot, 78110 LE VESINET - C.C.P. 13402.39 M Paris

BULLETIN DE COMMANDE (à compléter)

M demeurant

..... vous adresse par chèque la somme de F se décomposant ainsi

..... F pour abonnement à dater de 19

..... F pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève ».

..... F pour recevoir ... tracts (à 12 F le cent)

..... F pour recevoir ... ex. (à 10 F) du N° spécial « J. Duboin »

..... F pour recevoir ... ex. (à 15 F) du N° spécial « Pour les Femmes »

..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Kou l'ahuri » de J. Duboin

..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Les yeux ouverts » de J. Duboin

..... F pour recevoir ... ex. (à 79 F) des « affranchis de l'an 2000 » de M.L. Duboin

..... F pour recevoir ... reliures (à 20 F)

..... F pour recevoir ... ex. de « L'économie libérée ».

..... F pour recevoir ... (à 5 F) du N° en bandes dessinées

Règlement à l'ordre de la **Grande Relève** par chèque bancaire, ou par chèque postal n° 13 402-39 M Paris.

La guerre a-t-elle « refermé » le G.O. Non, car le Convent de 1969 a proposé aux Loges l'étude des « voies et moyens pour parvenir à une société pratiquant l'économie distributive. Non, car (et je ne crois pas violer là un secret maçonnique) en 1972 Robert KOPINSKI - malheureusement disparu - a pris l'initiative, à laquelle je fus associé, de créer la Commission des Affaires Sociales et Économiques - la C.A.S.E. qui réunit pendant deux ans, avec l'accord des autorités responsables, dans les locaux de la rue Cadet, une douzaine de Frères pour étudier nos thèses. Un rapport de 13 pages fut envoyé aux 400 Loges du G.O. ; il n'eut presque aucun écho. (extrait du rapport : « Le plein emploi est devenu un mythe, l'expansion continue une aberration due à la nécessité de la concurrence internationale et les phénomènes corollaires se multiplient : dévaluations, réévaluations, inflations... Alors peut-être convient-il d'abandonner les sentiers battus de la technicité délirante et exclusive, pour prendre la voie humaine, celle où le cœur inspire le bon sens, celle où la foi humaniste anime la volonté de parvenir à une « société meilleure, plus juste et plus éclairée »).

D'autres tentatives, individuelles et répétées longtemps (de quelques Frères, car il est inexact d'écrire que le G.O. compte beaucoup de distributeurs) ont suivi, suscitant plutôt l'hostilité la plus vive, en particulier des mêmes dits plus haut. C'est dans ces occasions qu'est fait le reproche « Pas de politique en Loge » par ceux... qui ne sont pas si blancs en la matière. D'ailleurs la profusion des « tenues blanches » et des colloques publics sur les sujets les plus politiques, montre bien l'inanité de tels propos, d'autant que ceux que j'appellerai des « attardés » du monde profane ont toujours reproché au G.O. son action (surtout avant la guerre) directe et bénéfique sur les grandes options du Parlement et des Pouvoirs Publics. Et d'ailleurs il ne s'agit pas de politique, mais d'économie... et quelle société « progressive » peut s'accommoder d'une économie moribonde ?

«Le Grand Orient manquerait-il d'ouverture», question posée dans

le numéro 847 de la G.R., m'impose de révéler ce qui suit, rompant ainsi ma longue absence de ces colonnes.

J'avais, à la lecture de son « courrier du n° 846, identifié l'auteur (L.M. à Levallois) d'autant plus facilement que j'aurais dû participer à la réunion qu'il mentionne, comme j'avais pu le faire il y a un ou deux ans dans la même Loge. Avec le même résultat, constaté maintes autres fois : contre des Frères intéressés se dressent des Frères hostiles. Franc-maçon depuis bien longtemps, je puis affirmer que les plus « enragés » (je maintiens le mot, justifié par l'expérience) contre nos idées sont les socialistes, ce que l'échec d'une tentative d'information de la G.R. auprès de tous les députés P.S., il y a un an ? environ, a tristement confirmé à l'envoi d'une excellente étude « Sortir le Socialisme de la Crise ont répondu 3 accusés de réception sans commentaires.

Je ne savais pas que J. DUBOIN avait pu, en « tenue blanche » (réunion ouverte aux profanes - profane signifie non-maçon) intéresser des membres du Grand Orient de France. Mais ce dont témoigne le compte-rendu du Convent (Assemblée Générale des Loges) de Septembre 1936, c'est que le rapport du Frère Gustave RODRIGUES (que j'avais connu à Nouvel Age, groupe qui partageait nos idées, avec Georges VALOIS) développait dans le détail nos propositions avec un calendrier précis de leur application, et fut adopté à l'unanimité et par « applaudissements prolongés ». Mieux je viens d'apprendre d'un des plus proches de DUBOIN que le Convent de la Grande Loge de France (deuxième obédience après le G.O.) avait adopté, aussi en 1936, un rapport dans le même sens !

On ne peut malheureusement que conclure que, depuis la guerre, il n'a plus été possible de convaincre les Sœurs et les Frères qu'un médecin qui connaît le remède à une épidémie se doit de le révéler, qu'un malade qui refuse ce remède est un suicidaire. Que des sociétés dites de pensées qui refusent l'examen de nos thèses se rendent coupables de non-assistance à planète en danger, j'ai souvent tenté de le dire, en vain. Il

n'y a donc, actuellement, aucun espoir de « remonter le niveau de pensée du G.O. », ni d'obtenir même l'audience des autres obédiences maçonniques françaises. Cependant, je propose que ce numéro de la Grande Relève soit envoyé à toutes les obédiences, dont je joins la liste à ce papier. Par ce geste, les penseurs « patentés » que l'imagination (dite utopique, comme on nous en accuse régulièrement) est préférable aux sentiers battus des pensées toutes faites, utopie plus dangereuse et aujourd'hui irresponsable et véritablement criminelle.

F.L., Paris

...Les gens sont vraiment endormis ou chloroformés ?

Pas de réaction autre que la politique du Pouvoir. Et à part les petits travaux, rien pour les loisirs.

Malgré tout, gardons l'espoir.

P.I. St-Nazaire.

« Il serait plus facile de faire consommer le surplus de la production aux chômeurs, que de faire absorber les chômeurs par une production qui n'a plus besoin d'eux ».

J.D. (Les yeux ouverts)

PROPAGANDE

D'anciens numéros de « La Grande Relève » peuvent être envoyés à qui veut les distribuer pour faire connaître le journal et nos propositions.

Merci, en retour, de nous régler au moins les frais (élevés) d'envoi.

résumé de nos thèses

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVE DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme. Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agileté de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en pri-

ver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une

minorité : austérité, hausse des prix, stagnation économique étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques Duboin a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE AU DOS)

Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails de thèses élaborées par Jacques DUBOIN, au long d'une vingtaine d'ouvrages aujourd'hui épuisés mais dont une réimpression est commencée. Un numéro spécial de « La Grande Relève » publié en octobre 1978 et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal, 88 bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

L'économie distributive

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire **RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI »**.

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus

Le salariat est aboli. Un « **REVENU SOCIAL** » qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier, est ouvert périodiquement à tout individu, de sa naissance à sa mort, en une monnaie non thésaurisable.

La monnaie de consommation

Le pouvoir de l'argent doit être supprimé. Pour cela, la monnaie perd sa valeur dès qu'elle a servi comme un billet de chemin de fer ; elle n'a pour but que de distribuer équitablement la production, en laissant à chacun sa liberté de choisir.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un

SERVICE SOCIAL auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **DECENTRALISEE**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordonnateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et ses conséquences

Déarrassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveaux-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur

lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.